

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 3 février 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat", a donné le 10 février 1993 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 februari 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken et Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen", heeft op 10 februari 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au Ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"L'urgence demandée se justifie par la nécessité de respecter le calendrier fixé pour la restructuration générale des barèmes.

Les arrêtés en projet devraient entrer en vigueur le 1er juillet 1993 en même temps que les arrêtés royaux relatifs aux carrières particulières à ranger dans le niveau 2+ et qui sont à prendre à l'initiative de chacun des départements et des organismes d'intérêt public concernés, le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat ... servant de fondement aux autres arrêtés.

En outre, ces projets d'arrêté ont un rapport direct avec le projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicable au personnel des Exécutifs et des personnes morales qui en dépendent sur lequel le Conseil d'Etat a rendu un avis le 2 décembre 1992 sous les références L. 21.832/2".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION PREALABLE.

.../...

La création de nouveaux grades entraînera la modification du statut pécuniaire des agents.

Il convient donc, conformément aux articles 6 et 13 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, que l'arrêté en projet soit soumis à l'avis de l'inspecteur des finances et reçoive l'accord du Ministre du Budget.

C'est sous réserve de l'accomplissement de ces formalités que le Conseil d'Etat émet un avis.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREAMBULE.

Alinéas 2 et 3.

Les arrêtés royaux visés à ces alinéas ne constituent pas le fondement légal du projet. De plus, celui-ci ne leur apporte aucune modification textuelle. En conséquence, les alinéas 2 et 3 sont dépourvus d'utilité et doivent être omis.

.../...

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 2).

1. Comme il n'est pas d'usage de citer des dispositions modificatives que des modifications ultérieures ont rendus sans objet, il y a lieu d'omettre la référence à l'arrêté royal du 18 mai 1983 parmi les dispositions modificatives de l'article 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964.

2. Comme le texte initial de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat comportait déjà des articles 9 et 10, la partie de l'alinéa 4 où sont visés ces deux articles doit être rédigée comme suit : "notamment l'article 9, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 3 septembre 1979 et 12 août 1981, l'article 10, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 19 mars 1985 ... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.Observation préliminaire.

L'article 8 permet aux agents de la carrière de dactylographie et de sténographie en service au 1er juillet 1993, de participer au concours d'accession au grade de secrétaire de direction. En effet, le grade de secrétaire de direction, en vertu de l'article 1er du projet, fait partie du rang 26 et le grade de secrétaire principal de

.../...

direction fait partie du rang 27. En revanche, ces deux grades sont rayés des rangs 21 et 22.

Toutefois, pour le grade de secrétaire de direction, un certain nombre de diplômés du niveau 2+ sera exigé à partir du 1er juillet 1993.

Afin d'accéder plus rapidement au grade du rang 22, les secrétaires de direction pouvaient passer l'examen de sous-chef de bureau (rang 22); ce grade de sous-chef de bureau restera classé dans le rang 22 et dès lors les secrétaires de direction nommés à ce grade ne pourront accéder au niveau 2+ que moyennant un concours d'accession au niveau supérieur.

Il convient, dès lors, de prévoir une disposition transitoire en faveur de cette catégorie de personnel.

Articles 1er et 2.

La phrase liminaire des articles 1er et 2 doit être amendée en tenant compte des remarques formulées sur l'alinéa 4 du préambule à propos des dispositions qui ont modifié les articles 9 et 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

.../...

Article 7.

Au paragraphe 1er, il convient d'écrire "l'un des grades rayés aux articles 1er et 3" au lieu de "l'un des grades rayés à l'article 1er, § 2, et à l'article 3, § 2" et "créé par les mêmes articles" au lieu de "créé à l'article 1er, § 1er, et à l'article 3, § 1er".

Au paragraphe 2, il convient de remplacer le mot "emportent" par le mot "conservent" (deux fois).

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" par les mots "au 1er juillet 1993".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"L'urgence demandée se justifie par la nécessité de respecter le calendrier fixé pour la restructuration générale des barèmes.

Les arrêtés en projet devraient entrer en vigueur le 1er juillet 1993 en même temps que les arrêtés royaux relatifs aux carrières particulières à ranger dans le niveau 2+ et qui sont à prendre à l'initiative de chacun des départements et des organismes d'intérêt public concernés, le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat ... servant de fondement aux autres arrêtés.

En outre, ces projets d'arrêté ont un rapport direct avec le projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 20 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicable au personnel des Exécutifs et des personnes morales qui en dépendent sur lequel le Conseil d'Etat a rendu un avis le 2 décembre 1992 sous les références L. 21.832/2".

*

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

.../...

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het scheppen van nieuwe graden zal tot gevolg hebben dat de bezoldigingsregeling van het personeel wordt gewijzigd.

Overeenkomstig de artikelen 6 en 13 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole behoort het ontworpen besluit dus om advies te worden voorgelegd aan de inspecteur van financiën en dient het de instemming te hebben van de Minister van Begroting.

De Raad van State brengt een advies uit onder voorbehoud dat aan die vormvereisten wordt voldaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.AANHEF.Tweede en derde lid.

De koninklijke besluiten die in die leden worden bedoeld vormen niet de rechtsgrond van het ontwerp. Bovendien brengt het ontwerp geen enkele wijziging aan in de tekst van die koninklijke besluiten. Het tweede en het derde lid moeten bijgevolg als nutteloos vervallen.

.../...

Vierde lid (dat het tweede lid wordt).

1. Aangezien het niet gebruikelijk is wijzigingsbepalingen aan te halen die ten gevolge van latere wijzigingen doelloos zijn geworden, behoort in de bepalingen tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 niet meer te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 18 mei 1983.

2. Aangezien de oorspronkelijke tekst van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen al een artikel 9 en een artikel 10 bevatte, moet dat deel van het vierde lid waarin naar die twee artikelen verwezen wordt aldus luiden : "inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 3 september 1979 en 12 augustus 1981, op artikel 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 19 maart 1985 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerking.

Artikel 8 staat de personeelsleden van de typisten- en stenotypistenloopbaan die op 1 juli 1993 in dienst zijn, toe deel te nemen aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van directiesecretaris. Krachtens artikel 1

.../...

van het ontwerp maakt de graad van directiesecretaris namelijk deel uit van rang 26 en maakt de graad van eerst-aanwezend directiesecretaris deel uit van rang 27. Deze twee graden worden daarentegen geschrapt uit de rangen 21 en 22. Toch zullen vanaf 1 juli 1993 voor de graad van directiesecretaris een bepaald aantal diploma's van niveau 2+ vereist worden.

Om sneller over te gaan naar de graad van rang 22, konden de directiesecretarissen het examen van onderbureau-chef (rang 22) afleggen; deze graad van onderbureau-chef zal ingedeeld blijven bij rang 22; de directiesecretarissen benoemd tot die graad zullen derhalve alleen naar niveau 2+ over kunnen gaan door middel van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

Er dient derhalve in een overgangsbepaling voorzien te worden ten gunste van die personeelscategorie.

Artikelen 1 en 2.

De inleidende zin van de artikelen 1 en 2 moet geamendeerd worden met inachtneming van de opmerkingen over het vierde lid van de aanhef inzake de bepalingen die de artikelen 9 en 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen hebben gewijzigd.

.../...

Artikel 7.

In paragraaf 1 dient "één van de graden geschrapt in de artikelen 1 en 3" geschreven te worden in plaats van "één der geschrapte graden in artikel 1, § 2, en in artikel 3, § 2" en "die bij dezelfde artikelen is ingevoerd" in plaats van "welke in artikel 1, § 1, en in artikel 3, § 1, is opgericht".

In paragraaf 2 dienen de woorden "dragen ... mee" vervangen te worden door "behouden" (twee maal).

Voorts schrijve men "verkregen" in plaats van "verworven". Deze opmerking geldt voor heel het advies.

De laatste zin van de paragraaf zou aldus moeten luiden :

"Ze behouden de in niveau 2 verkregen anciënniteit in niveau 2+".

Artikel 8.

In het eerste lid dienen de woorden "op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit" vervangen te worden door de woorden "op 1 juli 1993".

.../...

Het eerste lid zou aldus gesteld moeten worden :

"In afwijking van ... mogen aan het vergelijkend examen voor overgang naar de graad van directiesecretaris deelnemen de personeelsleden van de typisten- en steno-typistenloopbaan in dienst op 1 juli 1993".

Artikel 9.

Men schrijve "worden opgeheven" in plaats van "zijn opgeheven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.